

La brutalité policière frappe encore les gévistes étudiants!

Saint-Laurent, 8 avril 2005 – Alors que la sixième semaine de grève se termine, le gouvernement du Québec maintient la ligne dure envers le mouvement étudiant. Pour déloger les occupantes et les occupants qui bloquaient hier matin l'accès aux ascenseurs de la tour de la Bourse à Montréal, les forces de l'ordre ont fait preuve à nouveau d'une brutalité sans pareille. En effet, contrairement à ce qui s'est dit dans les médias, sur les quelques cent cinquante grévistes évincés du bâtiment par l'escouade anti-émeute, plus de 5 personnes ont été blessées.

Au terme de l'opération policière, on déplorait entre autres contusions et blessures : une dent brisée, une foulure sévère à la cheville, une arcade sourciliaire et une lèvre fendue, ceci sans parler des coups de matraque portés à la tête ni des coups de boucliers et de poings portés au visage et au corps des protestataires par les «agents de la paix». Selon les nombreux témoins présents, la résistance opposée à la police face à l'expulsion fut pourtant on ne peut plus pacifique.

Voici ce que nous dit Simon Van Vliet, membre du comité média de l'Association étudiante du cégeop de Saint-Laurent (AECSL) : «Tout ce que l'on trouve à reprocher à la CASSÉÉ, c'est son *radicalisme* et ses revendications *trop larges*. Pour moi, le fait d'aller à la racine des choses, c'est pas un défaut, mais plutôt une qualité. Et en ce qui concerne la violence, je répète que c'est un faux débat : il s'agit d'une stratégie de salissage médiatique menée par le gouvernement pour se rallier l'opinion publique et pour diviser les grévistes.»

Le Parti libéral du Québec semble donc prêt à tout pour éviter de répondre aux revendications des nombreuses Associations étudiantes ayant rejeté cette semaine «l'entente de principe». Au total, ce sont plus de 80 000 étudiantes et étudiants, regroupés au sein de plus de soixante-dix associations, qui sont encore en grève générale illimitée aujourd'hui. Rappelons les revendications votées en Assemblée générale par plusieurs dizaines de milliers de grévistes membres de la CASSÉÉ : abolition rétroactive de la dernière réforme de l'Aide financière aux études (AFE), incluant la coupure de 103 millions de dollars en bourses; retrait de tout projet de décentralisation ou d'arrimage au marché du réseau collégial; le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant par la conversion des prêts en bourses.

Aujourd'hui encore, plusieurs étudiantes et étudiants qui bloquaient l'accès à un Walmart dans l'ouest de l'île de Montréal ont été brutalement arrêtés, alors que leurs camarades étaient «dispersés» de force par l'escouade anti-émeute. Les personnes ayant été impliquées dans les incidents ont fait état de nombreux actes contrevenant au code de déontologie policière. Par exemple, une jeune femme s'est fait fouiller illégalement par deux policiers mâles. D'autres personnes ont été victimes de violence verbale et psychologique, notamment sous la forme de menaces et d'intimidation.

La violence politique à laquelle fait face le mouvement de grève depuis maintenant six semaines est inacceptable! Les arrestations arbitraires et la brutalité policière sont inacceptables dans une société qui se dit démocratique. Non à la répression!

Contacts :

Simon Van Vliet, comité média de l'AECSL

Téléphone : 747-4026

Télécopieur : 744-2787

Site web : www.aecsl.org